

ERREMENTS DANS LES RELATIONS FRANCE-ALGÉRIE : UN POINT DE VUE ALGÉRIEN

Yahia H. Zoubir

ESKA | « *Maghreb - Machrek* »

2008/3 N° 197 | pages 31 à 38

ISSN 1762-3162

ISBN 9782916722412

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2008-3-page-31.htm>

Pour citer cet article :

Yahia H. Zoubir, « Errements dans les relations France-Algérie : un point de vue algérien », *Maghreb - Machrek* 2008/3 (N° 197), p. 31-38.

DOI 10.3917/machr.197.0031

Distribution électronique Cairn.info pour ESKA.

© ESKA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ERREMENTS DANS LES RELATIONS FRANCE-ALGÉRIE : UN POINT DE VUE ALGÉRIEN

Yahia H. ZOUBIR *

« *Entre l'Algérie et la France... les poignards ne sont jamais loin. Comme chien et chat, les deux pays s'observent depuis 1962, soupçonneux et méfiants, dans l'attente du coup de patte qui viendra relancer la brouille et mettre à nu les plaies mal cicatrisées* ». J.-P. Tuquoi, Paris-Alger, Couple infernal, p. 26.

Dans les relations algéro-françaises il existe de nombreux errements, dus au lourd passif historique, qui n'a pas encore été *assaini*, ces errements sont évidemment inévitables. Cependant, au lieu de parler d'errements, il serait plus judicieux d'utiliser le terme que l'on trouve dans le lexique anglo-saxon des relations internationales: la « *misperception* » (la fausse/mauvaise idée que l'on se fait de l'autre), une théorie qui s'inspire du domaine de la psychologie. ¹ Assurément, tout comme le concept de perception, la *misperception* est saisie comme réalité de conflit, une réalité difficile à renverser. Les conflits d'intérêts sont perçus comme « irréconciliables » et que l'action de chacun s'emploie à attenter aux intérêts de l'autre. Lorsque « l'adversaire » tente de convaincre « l'autre » de ses bonnes intentions, celles-ci sont interprétées comme confirmation de la mauvaise foi et intention de cet adversaire. D'où la difficulté d'établir des relations saines sans des gestes concrets et un dialogue franc, débarrassé des sous-entendus et des non-dits que ne fait qu'alimenter la « *misperception* » entre les deux partenaires. En fait, quelle que soit notre compréhension de ce que nous « *mispercevons* », ou ce que notre adversaire est en train de « *mispercevoir* », nous devons

* Yahia H. Zoubir est professeur en relations internationales à l'EUROMED de Marseille.

1. Se référer au travail de Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1976.

montrer de l'empathie pour l'autre partie. Le terme partenaire n'est pas choisi par hasard car il s'agit bien de partenaires lorsque l'on parle de l'Algérie et de la France qui, même s'ils ont des difficultés à se comprendre, sont dans l'impossibilité de divorcer. L'histoire, la géographie, la politique, les liens familiaux et d'amitié, les échanges économiques et commerciaux, les relations culturelles, ainsi que les menaces communes ne sont que quelques-unes des facteurs tangibles dans ce partenariat. En d'autres termes, les deux sont condamnés à s'entendre. Comme l'a précisé Houari Boumédiène en 1974, « les relations entre la France et l'Algérie peuvent être bonnes ou mauvaises, en aucun cas elles ne peuvent être banales ». Et c'est à juste titre que son ancien ministre des Affaires étrangères et à présent président de la république algérienne Abdelaziz Bouteflika a déclaré que « l'Algérie veut entretenir des relations extraordinaires, non banales, pas normales, exemplaires, exceptionnelles avec la France ». ² Cela est tout à fait logique lorsqu'on sait qu'il existe une interpénétration des deux sociétés. Plus encore, les dimensions historiques, géographique et culturelle sont des référents pérennes, particulièrement en ce qui concerne l'Histoire car comme l'a dit si bien dit Boumédiène, « la page d'Histoire avec la France, on la tourne, mais on ne la déchire pas ».

Cependant, même si ces relations avec la France n'ont été ni ne peuvent être banales, il existe des deux côtés de la Méditerranée des tentatives répétées de banaliser les rapports algéro-français dans le but de dépassionner les relations bilatérales. Mais, le but caché de cette approche est de chercher peut-être à contourner le défi d'une refondation audacieuse de ces relations. La refondation des relations repose sur un certain nombre de conditions. La condition première et *sine qua non* du point de vue algérien est que les Français acceptent que l'Algérie est aujourd'hui un pays indépendant et que, comme l'a souligné Boumédiène, « depuis 1962, chacun est maître chez soi ». La société algérienne dans son ensemble réclame cette reconnaissance. Elle l'a réclamé avant même que l'État algérien ne le fasse de manière officielle ³ depuis la controverse soulevée par la loi du 23 février 2005.

Pour dépassionner les relations entre les deux pays, il faudrait donc que l'on rompe avec « l'illusion et le malentendu qui depuis 1962 entretiennent l'idée selon laquelle l'Algérie serait le double de la France... une vision en grande partie produite par le jeu de miroir entre élites françaises et élites algériennes. Celles-ci, marquées du sceau de la culture française mais en même temps pétries d'ambiguïté par rapport à la France, lui ont toujours offert une image rassurante et symétrique qui a conduit à la méconnaissance voire à l'oubli pur et simple d'une autre Algérie, celle que Mohamed Harbi qualifie de communautariste et dont les liens sociaux sont si fortement marqués par la religion » ⁴. La remarque de M. Harbi est très pertinente lorsque

2. Cité dans *Le Monde*, 17 juin 2000.

3. Jean-Pierre Tuquoi, *Paris-Alger, couple infernal*, Paris, Grasset, 2007, p. 23.

4. Jocelyne Cesari, « Les rapports France-Algérie: L'effet 'Airbus' », <http://www.islam-fraternet.com/maj-0598/alger2.htm>

l'on sait que l'islam constitue un facteur fondamental dans la formation de l'identité algérienne. D'ailleurs, un des méfaits de la colonisation a été de vouloir dévaloriser la religion musulmane, une sorte de déculturation, afin de démontrer la supériorité de la civilisation occidentale sur la civilisation islamique. Ce qui explique en partie le rôle qu'a pris la religion dans la résistance à l'occupation coloniale.

La question fondamentale qui se pose est d'élucider pourquoi aujourd'hui justement on a tendance à vouloir banaliser les relations franco-algériennes au lieu de les refonder sur des bases saines. À notre avis, cette banalisation est la conséquence non seulement des errements dus à des « misperceptions » perpétuelles mais aussi, et peut-être surtout, à l'instrumentalisation de ces relations de part et d'autre. Cette instrumentalisation des relations algéro-françaises est le fruit de contraintes d'ordre interne mais aussi de contraintes indépendantes de la volonté des deux pays. L'instrumentalisation se poursuit même lorsque les relations entre les deux pays sont excellentes ; ainsi, les autorités algériennes fustigeaient-elles l'ancienne puissance coloniale et l'accusaient d'ingérence et d'atteinte à la souveraineté nationale pendant qu'une coopération étroite dans nombre de domaines était opérationnelle. Ainsi, la coopération militaire à la base « *B2 Namous* » (test de matériels chimiques français) près de Béni-Ounif n'a été interrompue qu'en 1978 alors que le conflit sahraoui avait débuté en 1976 et que la France soutenait de manière indéfectible le Maroc, pays pratiquement en état de guerre avec l'Algérie.

LA PERCEPTION ALGÉRIENNE DES ERREMENTS DE LA FRANCE

Étant donné l'immensité du sujet nous nous limiterons à quelques-unes, les plus importantes, des perceptions algériennes à l'égard de la France. Bien qu'il faille dissocier la perception de la *nomenklatura* de celle de la population, il existe de nombreux points sur lesquels on ne peut les dissocier. Il n'y a aucun désaccord entre l'État et la société eu égard au passé colonial de la France, un passé qui marque encore les esprits en Algérie. En général, les Algériens ont dans leur mémoire collective les massacres commis durant l'époque coloniale, le code de l'Indigénat, les famines et la paupérisation qui ont suivi la conquête coloniale, entraînant la disparition d'un tiers de la population autochtone entre 1830 et 1870, ⁵ les massacres de mai 1945, le 11 décembre 1960, et les assassinats commis par l'OAS.

Les massacres du 8 mai 1945 quant à eux ont laissé une marque indélébile dans la mémoire collective. Abdelaziz Bouteflika a indiqué que « cette campagne féroce qui a été menée [le 8 mai 45] au nom de l'État français a engendré des dizaines de milliers de victimes, dont le nombre n'a jamais pu être exactement déterminé, même si notre mémoire nationale a enregistré

5. Voir les détails dans le livre de l'historien américain John Ruedy, *Modern Algeria. The Origins and Development of a Nation*, Bloomington, Indiana University Press, 1992.

symboliquement 45 000 martyrs »⁶. La Guerre de Libération nationale (appelée aussi Révolution algérienne ou Guerre d'Indépendance) a quant à elle grandement contribué à la formation de l'identité algérienne. Le soutien à la Palestine ou aux Sahraouis n'est que l'expression somme toute logique de cette identité. C'est ce qui explique pourquoi sa remise en cause en France est perçue en Algérie comme une véritable blessure et un reniement de l'identité nationale. Les Algériens, toutes générations confondues, se posent la question de savoir pourquoi la France a attendu jusqu'en 1999, trente-sept ans après l'indépendance de l'Algérie, pour admettre que « les événements d'Algérie » n'étaient moins d'autre que la « guerre d'Algérie ». Cette ambivalence raffermit la conviction des Algériens que la France n'accepte toujours pas la réalité de leur indépendance. Cela ne relève pas de la (mis) perception mais bien d'une réalité car comme le précise Benjamin Stora, « en France, il y a, aujourd'hui, des gens qui remettent en question totalement l'histoire de cette révolution ». Et d'ajouter, « il y a, en France, des gens qui expliquent qu'il n'y a pas eu tellement de morts algériens et qu'il y a eu beaucoup de morts européens... Il y a une forme de négation de l'histoire accomplie comme sur la forme de l'indépendance de l'Algérie »⁷. Ce qui confirme la perception chez les Algériens que l'ancien colonisateur ne leur voudra jamais du bien.

Une analyse objective démontre que les Algériens ne réclament pas la « repentance » de la France, un terme utilisé non pas par les Algériens mais par le ministre de l'Intérieur puis président de la république Nicolas Sarkozy, même si la Radio algérienne a exigé en 1963, une année seulement après l'indépendance, que la France fasse sa « repentance » (*touba*), pour les crimes qu'elle a commis en Algérie.⁸ Ce que réclament les Algériens aujourd'hui n'est pas la repentance, un terme à connotation religieuse, mais bien la reconnaissance par l'État français des crimes commis par la colonisation française en Algérie, entre 1830 et 1962. C'est d'ailleurs peut-être la seule chose en Algérie sur laquelle il existe un véritable consensus, une unanimité absolue. C'est bien ce qui explique l'intensité de leur réaction lorsque le président Jacques Chirac dénonça la violence coloniale à Madagascar en 1947 ou encouragea la reconnaissance par l'État français du génocide arménien en omettant toute référence aux méfaits de la colonisation en Algérie. Il est pratiquement impossible de trouver des Algériens qui souscriraient à l'idée que la colonisation française en Algérie constituait une « mission civilisatrice » et que son objectif était pour le bien du peuple algérien. L'unanimité des Algériens consiste, en fait, en ce que ni les élites francophones ni les personnes imbues de culture française ne nient que la colonisation a eu pour objectif principal la domination et la subjugation des habitants ainsi que la dilapidation des richesses nationales.

6. *El Khabar*, 9 mai 2007.

7. Entretien avec Benjamin Sora dans *L'Expression* (Alger), 2 février 2008.

8. Nous remercions le premier ambassadeur de France en Algérie d'avoir apporté cette précision concernant l'utilisation du terme « repentance » par la Radio algérienne en 1963.

L'INSTRUMENTALISATION DE LA COLONISATION DANS LES RAPPORTS FRANCO-ALGÉRIENS

Il serait malhonnête de nier l'instrumentalisation de la guerre d'Algérie par le régime algérien et les symboles de la révolution. Depuis l'indépendance en 1962, les régimes autoritaires qui se sont succédé en Algérie ont utilisé la guerre et les symboles de la révolution pour asseoir leur légitimité. En dehors de cette légitimité, dite « historique », ces régimes n'ont aucune base démocratique pour gouverner. En fait, une analyse du discours des dirigeants du Front islamique du salut (FIS) en 1989-1991 montre bien que le FIS non seulement déniait au FLN de l'après-indépendance sa légitimité historique mais prétendait aussi qu'il était le vrai successeur du FLN historique qui avait conduit le pays à l'indépendance. Donc, le fait que la France ait soutenu ce régime confirmait aux yeux du FIS et ceux qui partageaient son analyse, aussi bien l'illégitimité du régime que le dénigrement par la France de l'identité musulmane algérienne. Comme on le sait, les islamistes, ou du moins ceux qui ont pris les armes contre le régime, ont souvent été accusés d'être des « fils de Harkis ». Pour certains, ces « fils de Harkis » dont les parents avaient collaboré avec la France coloniale, voulaient faire dans les années 1990, ce que la France coloniale n'avait pas réussi à faire. On a même suggéré à l'époque que les zones, qui ont soutenu franchement le FIS et le GIA, furent les mêmes zones dont étaient issus les collaborateurs durant la période coloniale. Pour leur part, les islamistes ont insisté, souvent aidés dans leur propagande par d'anciens nationalistes qui voulaient profiter de l'instabilité pour régler leurs comptes avec leurs adversaires au sein du sérail, que ceux qui ont arrêté le processus électoral en janvier 1992 n'étaient rien d'autre que les membres du parti de la France, *hizb frança*. Il faut noter au passage que cette notion de *hizb frança* est elle-même le fruit de la lutte des clans au sein du régime algérien, une lutte dont l'origine se trouve dans le mouvement nationaliste depuis les années 1920.

Quoi qu'il en soit, il est clair que la France s'est retrouvée dans les années 1990 au cœur des turbulences internes de l'Algérie. Bien entendu, la France a soutenu le régime autoritaire bien avant l'avènement du FIS ; elle a toujours fermé les yeux sur son autoritarisme et ses violations des droits de l'homme précisément parce qu'elle avait mauvaise conscience par rapport au passé, mais aussi, comme on l'a vu plus haut, parce que les dirigeants français perçoivent les dirigeants algériens un peu comme leurs doubles.

L'instrumentalisation de la colonisation par les régimes successifs algériens s'opère de manière très simple : chaque fois que la France critique le régime en place, celui-ci réagit en arguant que la France veut « éliminer la génération des révolutionnaires de 1954 », c'est-à-dire les dirigeants et membres du FLN de 1954-1962. Ainsi, lorsque le président Mitterrand s'est aventuré à suggérer qu'il « faut » que le processus démocratique en Algérie se poursuive, la réaction du régime, et même de la population en général, ne s'est pas fait attendre. Mais, il faut noter que malgré leur critique acerbe de la France, même les prétendument membres de la « famille révolutionnaire »,

comme le remarquent à juste titre les Algériens ordinaires, possèdent des biens en France ou vont se faire soigner dans l'Hexagone. Les Algériens ont très mal réagi à la décision de Bouteflika d'aller se faire soigner en France alors qu'il aurait pu le faire en Belgique ou en Suisse, comme l'avaient fait respectivement Chadli Bendjedid ou Liamine Zeroual. Donc, comme dans tout couple, on n'est pas à une contradiction près dans les relations franco-algériennes. Il existe inévitablement une relation de « *love-hatred* » (amour-haine).

En ce qui concerne la société civile, même si elle n'a pas oublié le passé et demande que la France reconnaisse au moins ses crimes durant la période coloniale, elle n'a pas instrumentalisé son attitude vis-à-vis de la France. Alors qu'il est vrai que la jeunesse algérienne ne prête pas grande attention à ce qu'a fait la France coloniale dans leur pays, ils n'y sont pas insensibles. La culture algérienne est une culture orale; le passé est transmis non pas à travers des livres mais par transmission orale. Les glorieux martyrs, ces hommes et femmes qui ont sacrifié leur vie pour que le pays soit libre, les crimes de la colonisation, ainsi que le traitement de citoyen de deuxième classe du Français-musulman, sont bien enfouis dans la psychologie des Algériens de tout bord. Mais, cette jeunesse est tout aussi attirée par la France dont elle regarde toutes les chaînes de télévision plutôt que la chaîne algérienne, ENTV. Pour elle la France est synonyme d'espoir, un espoir auquel a mis fin le régime en place, corrompu et injuste. Les jeunes veulent fuir; ceux qu'on appelle les « haragas » risquent leur vie pour y aller en traversant la Méditerranée dans des bateaux de fortune. Elle voit en la France, l'ennemi d'hier, un pays d'asile et de liberté. Certains Algériens, dont le nationalisme discret est souvent trompeur, étaient choqués par le bain de foule incroyable réservé au président Chirac lorsqu'il a été vu en novembre 2001 les sinistrés dans le quartier populaire de Bab-el-Oued afin d'y exprimer sa solidarité et son soutien. Il ne fait aucun doute que cet événement a démontré l'attitude amicale, non rancunière, de la société algérienne vis-à-vis de la France. Cette attitude a été confirmée malgré la controverse sur la « repentance »; l'accueil réservé au président Sarkozy à Constantine au mois de décembre 2007 en est la preuve la plus évidente. Mais, ces gestes ne signifient point que la société algérienne est prête à effacer le passé. Certes, elle admet volontiers que les dirigeants actuels ne sont rien de moins que les héritiers des riches colons ou bachaghas, mais elle réagit à certains gestes inamicaux qui viennent de France. Ainsi la résistance de Sarkozy à la reconnaissance des crimes de la France coloniale est très mal perçue par les Algériens. Son soutien à la loi du 23 février 2005 ne passe pas inaperçu, nonobstant l'accueil qui lui a été réservé lors de sa visite en Algérie. Le président Chirac a été épargné grâce certainement à son opposition intelligente à la guerre contre l'Irak. Les Algériens auraient peut-être fait la sourde oreille au sujet de la question de la « repentance » mais les actes de l'actuel président ont rouvert des blessures. Ainsi, lorsque le président tente d'introduire la question de la Shoah dans le primaire en France en occultant la question du colonialisme et de l'esclavage, les Algériens y voient un « deux poids deux mesures » ouvert à toutes les supputations

quant aux motivations d'une telle différenciation. Le ministre des Anciens moudjahidines Mohamed Chérif Abbès a été critiqué dans la presse pour ses déclarations déplacées concernant les origines juives du président français, une attaque qui, il faut le préciser fait tout bonnement partie du jeu politique interne algérien, précisément du lobby anti-français, gardien du temple de la « famille révolutionnaire ». Mais elle est alimentée le plus souvent par des événements qui se produisent de l'autre côté de la Méditerranée. Ainsi, la déclaration du ministre algérien faisait suite à l'inauguration à Perpignan par un proche du président Sarkozy, le secrétaire d'État français chargé des Anciens combattants, Alain Marleix, d'un mur à la mémoire des disparus français et harkis de la guerre d'Algérie. L'inauguration avait eu lieu quelques jours avant la visite d'État de Sarkozy en Algérie en décembre 2007.

Dans ce contexte, la même presse qui a critiqué Mohamed Chérif Abbès pour la dureté de ses propos, a réagi amèrement envers le président français, cette fois-ci pour avoir montré plus de considération pour les victimes juives de la Deuxième Guerre que pour les victimes algériennes de la période coloniale. Dans un éditorial dans le journal francophone *El Watan*, un journaliste talentueux a déclaré à la suite de la remise par la France en février 2008 d'une partie des archives de la période coloniale, jugées douteuses et même « honteuses » par des Algériens, parce qu'elles faisaient l'éloge du colonialisme que :

« Le premier lot de 200 heures d'archives remis à la télévision nationale ne contient aucune image de la misère extrême qui affectait la population algérienne, comparée à l'opulence qui caractérisait la minorité coloniale, aucun témoignage des exactions commises par l'armée coloniale, sa police et ses supplétifs durant cent trente années d'occupation. Rien sur les bombardements au napalm, les enfumages du Dahra, les destructions de villages entiers et les regroupements des populations. On ne verra rien des ravages du système colonial... Le président français [Sarkozy] a refusé toute idée de repentance de la France et poussé la provocation jusqu'à « honorer » les harkis et les ultranationalistes qui ont donné naissance à l'OAS. Sa dernière initiative de faire parrainer un enfant juif tué par les nazis par un enfant du CM2 renseigne moins sur ses « bons sentiments » que sur sa volonté d'exclure de l'école les deux autres mémoires que sont l'esclavage et la colonisation. Sarkozy s'est définitivement ancré dans l'esprit de la loi du 23 février 2005, il a décidé de ne pas être Adenauer qui a reconnu la responsabilité historique de l'Allemagne nazie dans les crimes commis par les armées de Hitler. L'Algérie doit en tirer la leçon et se faire à l'idée qu'elle n'obtiendra de lui aucune concession ni avancée sur la question de la mémoire ».⁹

Cette citation résume parfaitement l'état d'esprit de la société algérienne par rapport à la France, et ce, sans instrumentalisation aucune. La société algérienne reproche aussi à la France son attitude à l'égard des Harkis. Pour

9. Ali Bahmane, « Archives honteuses » *El Watan*, 19 février 2008.

les Algériens, les Harkis sont des collaborateurs qui ont choisi le camp de la France durant sa guerre coloniale. Pour eux, les Harkis sont l'équivalent des Français qui ont collaboré avec les Nazis durant l'occupation. Si les Algériens ne remettent pas en question la responsabilité de la France envers les Harkis, puisque ces derniers l'ont servie, ils réfutent l'idée que les Algériens devraient montrer de la sympathie envers les Harkis qui ont combattu leurs frères durant la guerre anticoloniale. Il est évident que s'il est naturel pour Sarkozy de rendre hommage aux rapatriés et aux Harkis, le faire juste après une visite officielle en Algérie est blessant pour les Algériens, même si les plus réalistes (en politique) comprennent qu'il existe un important lobby anti-algérien en France et que le président doit en tenir compte pour des raisons électorales, pour ne pas dire de réelle sympathie.

LA QUESTION SAHRAOUIE DANS LES RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES

La question sahraouie dans les relations entre la France et l'Algérie retient l'attention parce qu'elle contribue beaucoup aux tensions entre les deux pays. Pour la France, le soutien au Maroc, en plus des relations étroites entre la monarchie et les dirigeants français, aide celui-ci à rattacher l'ancienne colonie espagnole, qu'il occupe illégalement depuis son invasion en 1975, afin de le compenser pour le prétendu découpage territorial favorable à l'Algérie aux dépens du Maroc. Il s'agit aussi d'empêcher l'émergence d'un État indépendant sous influence algérienne, et probablement de l'Espagne. L'objectif ici n'est pas de discuter de ce conflit mais de le mentionner comme facteur qui contribue énormément à la perception des Algériens que la France soutient le Maroc afin d'affaiblir l'Algérie et d'attenter à ses intérêts nationaux. Si cette vision est celle de l'*establishment* politico-militaire, elle est également partagée par la société civile qui estime que la France, en soutenant le Maroc, ne fait rien d'autre que reproduire l'expérience coloniale et qu'elle garde un esprit colonial qui s'oppose à la liberté des peuples opprimés. Malgré le fait que le soutien des Algériens aux Sahraouis ne soit pas aussi évident que celui porté aux Palestiniens, dû à la proximité des peuples algérien et marocain, les Algériens réproouvent l'attitude de la France dans cette question. Ils auraient simplement souhaité la neutralité de la France. Les Algériens ne comprennent pas non plus que l'on mette en doute la sincérité de leur soutien à la cause sahraoui, tout comme leur soutien à la Palestine ou à d'autres peuples opprimés. Pour les Algériens, cela découle naturellement de leur histoire, psychologie et identité. Il est vrai que l'on blâme souvent le régime sur cette question, mais on tend à oublier que la société algérienne elle aussi s'oppose à l'occupation marocaine de ce territoire. Les plus attentifs à la politique internationale ont apprécié la position de la France concernant l'Irak, mais ont posé la question de savoir pourquoi la France n'a pas adopté la même attitude concernant la légalité internationale sur le dossier sahraoui.